

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/86
6 décembre 2000

(00-5277)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 15-17 NOVEMBRE 2000

Déclaration de la Jamaïque

Préoccupations non commerciales (G/AG/NG/W/36)

La Jamaïque accueille avec intérêt le document G/AG/NG/W/36/Rev.1 présenté par plusieurs pays au sujet des considérations autres que d'ordre commercial, qui est, à son avis, un effort visant à orienter les discussions pour les axer sur une question primordiale pour tous les Membres de l'OMC. Le fait qu'un grand nombre de pays, différents par leur taille et leur économie, en soient les auteurs montre l'importance de la question désignée par l'expression "considérations autres que d'ordre commercial".

Bien qu'il ne semble y avoir aucune définition des considérations autres que d'ordre commercial dans le document, les éléments qui y sont énoncés sont fondamentaux pour les discussions à l'OMC sur le processus de réforme mené dans le cadre de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture. La Jamaïque peut s'associer à certains de ces éléments et est "totalement" d'accord pour que ce document serve de base aux prochaines discussions et à l'élaboration de principes convenus au niveau multilatéral sur les considérations autres que d'ordre commercial.

Les éléments en question comprennent la sécurité alimentaire, le développement rural, les sources d'emploi et la fonction d'utilisation des sols. En tant qu'économie agricole, la Jamaïque considère l'agriculture comme un secteur capital pour le développement socio-économique. L'agriculture fournit **22 pour cent** de l'emploi direct en Jamaïque.

Si l'on considère les deux principaux secteurs de l'agriculture jamaïque (le sucre et la banane), on peut voir clairement le rôle central qu'ils jouent pour les activités économiques et leur contribution au développement rural.

Aux paragraphes 13 et 16 (page 15) de leur document concernant la contribution de l'agriculture au développement rural, les CE exposent certaines des préoccupations des petits pays insulaires qui sont tributaires d'un petit nombre de cultures et n'ont guère de possibilités de diversification au sein ou en dehors des activités agricoles du fait d'un manque de compétences et de contraintes géographiques telles que l'éloignement ou un relief accidenté.

Néanmoins, la taille et l'éloignement des petits pays comme la Jamaïque n'empêchent pas leurs agriculteurs de réagir face à la dégradation économique rapide du secteur agricole, comme le font leurs homologues d'Europe et d'autres parties du monde.

La menace que constituent les bouleversements défavorables survenus dans le secteur agricole pour la stabilité sociale et politique est donc une préoccupation non commerciale partagée (pages 16 et 17, paragraphes 25 et 28).

./.

S'agissant de l'élaboration de règles en matière de réforme agricole, la Jamaïque partage également l'opinion selon laquelle une certaine souplesse est nécessaire pour permettre, en particulier aux pays en développement, de promouvoir le développement rural et une stabilité non seulement sociale et politique mais aussi économique.

Le document sur la sécurité alimentaire présenté par le Japon et la République de Corée traite essentiellement des préoccupations des pays à l'égard de l'accès aux produits alimentaires de base nécessaires pour satisfaire les besoins nutritifs de leur population. Les paragraphes 39 et 40 de la page 27 indiquent les liens qui existent entre cette considération non commerciale et des considérations commerciales et donnent à penser que la sécurité alimentaire pourrait devenir un moyen de pression en cas de conflits d'intérêts liés à des considérations autres que d'ordre commercial entre pays exportateurs et pays importateurs. Ces points sont abordés dans la section 4, aux pages 31 et 32.

L'idée qu'il faut établir un cadre international apte à garantir la sécurité alimentaire est une bonne base qu'il conviendra d'examiner plus avant pendant la session extraordinaire du Comité de l'agriculture.

En ce qui concerne le document présenté par Maurice qui porte sur les pays en développement et les considérations autres que d'ordre commercial, la Jamaïque approuve les vues exprimées concernant le rôle que joue le secteur agricole dans l'économie d'un pays ainsi que celles qui sont exposées au paragraphe 12 (page 46) au sujet de la nécessité de faire en sorte que la libéralisation du commerce aboutisse à un résultat significatif et équitable.

En fait, l'une des difficultés rencontrées par la Jamaïque à l'OMC concerne la manière de concilier les objectifs en matière de développement énoncés dans le préambule de l'Accord de Marrakech avec les objectifs de la libéralisation des échanges.

S'agissant du document présenté par la Norvège concernant la souplesse des politiques nationales pour la prise en compte des considérations autres que d'ordre commercial, la Jamaïque estime que les suggestions formulées pour examen dans la section 5 (pages 66-68), méritent d'être approfondies et que certaines d'entre elles rejoignent des positions déjà exprimées dans un certain nombre de propositions.

La Jamaïque partage l'opinion selon laquelle la souplesse doit être définie de façon à ce qu'elle ne devienne pas un moyen d'intensifier le protectionnisme ou de recourir à des mesures faussant les échanges.

La Jamaïque note que les six documents relatifs aux considérations autres que d'ordre commercial examinés à la Conférence de Norvège n'ont pas pleinement pris en compte une dimension, à savoir la vulnérabilité du secteur agricole à la suite des mesures de libéralisation commerciale prises de façon autonome dans le cadre de programmes d'ajustement structurel. Cela a déjà eu de sévères répercussions sur le secteur agricole. La poursuite de la libéralisation aggrave la situation nationale.

En conclusion, la Jamaïque réaffirme son assentiment au sujet des éléments indiqués dans le présent document et partage l'avis exprimé lors de l'examen détaillé des six documents selon lequel ceux-ci devraient servir de base aux discussions à venir (bien qu'ils n'aient pas été présentés en tant que positions de négociation). Nous notons que les considérations autres que d'ordre commercial sont également évoquées dans les propositions du Groupe de Cairns (G/AG/NG/W/35).
